

I-03

CHI-I-03-
↑

Chili

UN COMMENTAIRE
SUR LES DERNIERS MOIS
DE GOUVERNEMENT POPULAIRE

Comité Solidarité Québec-Chili
615, Calixa-Lavallée
Québec, G1S 3G7
Tél: 683-1796

par un groupe de
latino-américains
et de québécois

\$0.50
surplus Comité
Solidarité Québec-Chili

UN COMMENTAIRE SUR LES DERNIERS MOIS DU GOUVERNEMENT POPULAIRE

Pour comprendre le véritable sens du coup d'Etat réactionnaire des militaires chiliens contre le gouvernement de l'UNITE POPULAIRE, coup d'Etat qui conduisit à la mort du Président Allende et de centaines de ses partisans, nous devons faire une analyse rétrospective des quelques mois qui précédèrent ce coup d'Etat.

Nous prenons comme point de départ de notre analyse le 29 juin 1973, quand les unités du 2e Régiment blindé de Santiago tentèrent de prendre d'assaut la MONEDA.

Une tentative d'explication:

Ce que ne saisirent pas la majorité des organisations populaires qui composaient l'UNITE POPULAIRE chilienne, ce fut que le coup d'Etat frustré de juin dernier n'a été qu'un prélude du second qui conduisit à la chute du gouvernement populaire chilien. La tentative ne fut qu'un test que nous pouvons mesurer aujourd'hui avec clarté, test destiné fondamentalement à sonder:

1. La force avec laquelle comptait le gouvernement de l'UNITE POPULAIRE, la localisation de ses cadres les plus engagés et le dévoilement de ses structures organiques.
2. Pénétrer dans le processus de division des forces armées à tous les niveaux: ceux de l'extrême droite et les partisans du légalisme.
3. Détecter la capacité organique des instruments structurels de la droite. Les forces armées chiliennes, malgré sa tradition apolitique, qui date d'au moins trente ans de ne pas participer à la vie politique publique, n'a jamais cessé d'être une enclave des intérêts impérialistes (comme partie de l'ensemble de la stratégie internationale réactionnaire), de même n'a jamais cessé de représenter les intérêts de la bourgeoisie chilienne qui l'a créée et organisée.

Dans le cadre des forces armées chiliennes se présente un double jeu: d'un côté créer l'image d'un légalisme vis-à-vis l'Etat et le Gouvernement, et d'autre part, les cadres retirés du service actif, commençaient à élaborer la tactique d'un coup d'Etat en ayant comme appui le parti DEMOCRATE CHRETIEN, le PARTI NATIONAL et son secteur d'extrême droite "PATRIA Y LIBERTAD".

La critique que le bloc de droite dirigeait au gouvernement de l'UNITE POPULAIRE se situait à deux niveaux:

1. D'abord au niveau économique: critique centrée fondamentalement sur l'inflation et sur le manque de ravitaillement.

2. Au niveau politique: critique centrée sur le danger du communisme et la mesure dite illégale du gouvernement chilien.

L'origine de cette critique provient fondamentalement des dirigeants de l'aile droite du puissant parti DEMOCRATE CHRETIEN, ayant comme leader l'ancien président Eduardo Frei et les grands propriétaires terriens, membres du parti le plus conservateur: le PARTI NATIONAL.

Ces mêmes critiques étaient accompagnées d'une série interminables d'actes chaque jour plus osés, destinés à frustrer l'application de la politique révolutionnaire du gouvernement de l'Unité populaire.

Voyons quelques exemples concrets:

1. Créer des conflits montés de toutes pièces entre l'exécutif et le pouvoir judiciaire, ce dernier contrôlé par la démocratie chrétienne.
2. Susciter des tensions entre l'exécutif et le pouvoir législatif, ce dernier contrôlé en sa majorité par le bloc de droite de la démocratie chrétienne et le parti national.
3. Déclancher des conflits entre l'exécutif et les unions patronales et celui des professionnels: propriétaires de camions, médecins, petits commerçants, etc...

4. Susciter des oppositions entre certains secteurs ouvriers et l'exécutif. Ceci à deux niveaux: a) action conspiratrice des syndicats contrôlés par la démocratie chrétienne, b) provoquer des conflits d'ordre économique entre l'unité populaire et les secteurs ouvriers centrés sur la revendication salariale.

5. Infiltration des forces armées par des groupes terroristes "Patria y Libertad", ainsi que par certains éléments subversifs de la démocratie chrétienne avec la déclaration par le congrès de la "Non-Légitimité" du gouvernement populaire.

6. Utilisation de groupes terroristes de la droite pour créer un climat d'insécurité: attentat et assassinat qui justifient l'intervention des forces armées pour rétablir la paix sociale.

Si l'on parcourt les journaux durant les derniers jours qui précédèrent la tentative du coup d'Etat de juin dernier ainsi que les semaines qui précédèrent celui de septembre, nous pouvons observer une grande quantité de positions publiées et de déclarations de partis incitant l'intervention des forces armées pour rétablir l'ordre dans le pays en proclamant la nécessité de préserver le Chili du danger Marxiste. On intensifiait la critique au gouvernement en mettant en relief le danger où se trouvait la démocratie chilienne.

Les diverses tendances d'extrême droite se rejoignaient autour de la figure du Général Roberto Viau, principal conspirateur connu comme dirigeant du soulèvement du régiment de Tacna en 1969, et accusé principal dans l'assassinat du chef de l'état major de l'armée chilienne, le général René Schneider.

D'autre part, on intensifiait les grèves et les arrêts de travail des secteurs patronaux ainsi que des syndicats contrôlés par la démocratie chrétienne.

Le coup d'état institutionnel:

"Patria y Libertad" a commencé l'infiltration des forces armées renforçant ainsi la position déjà contrôlée dans le sein des cadres militaires par les nationalistes et les démocrates chrétiens. La démocratie chrétienne a joué le rôle de l'inquisiteur de la légalité tout en étant cependant à l'ombre et à la tête de la conspiration.

Son appui accéléré à la junte militaire dans les derniers jours a été la preuve concrète que le coup d'état déjà proclamé rejoignait sa ligne politique.

Le peuple chilien a réagi en masse pour condamner la tentative golpiste et le 4 septembre des centaines de milliers de travailleurs (on parle d'un million deux-cents milles) se réunissaient autour de la Moneda", réaffirmant ainsi son appui inconditionnel au gouvernement de l'unité populaire.

Même plus, les conspirateurs du parti démocrate chrétien profitèrent de l'occasion pour émettre quelques déclarations appuyant le gouvernement constitutionnel et invitant le président à adopter des mesures qui serviraient à détenir un nouveau 29 juin.

Pour maintenir la paix sociale, la démocratie chrétienne exigeait du gouvernement du président Allende, deux points:

1. La non-participation à l'intérieur du cabinet des communistes et autres extrémistes de la gauche.
2. La participation majoritaire à l'intérieur du cabinet de cadres procédant des forces armées.

C'était la base de l'entente entre le gouvernement et le parti démocrate chrétien: créer un cabinet fiable qui puisse garantir la non-application des mesures progressives et bloquer ainsi le processus révolutionnaire au Chili. Ce que recherchait la démocratie chrétienne avec ce "Gabinete de Credibilidad", c'était de détruire d'une façon définitive l'équilibre difficile obtenu par le président Allende à l'intérieur de L'Unité Populaire.

Le Président Allende accepta le principe du dialogue en incluant dans son cabinet, en plus des deux recteurs des principales universités chiliennes, à Monsieur Felipe Herrera, ancien président de la banque inter-américaine de développement, institution financière au service des intérêts nord-américains en Amérique Latine, ainsi que les chefs de l'Etat Major de différentes branches de l'armée chilienne. Le président Allende ne comprit pas que derrière le dialogue se cachait la tactique politique du changement qualitatif opéré à l'intérieur de la droite chilienne, laquelle avait adopté la voix conspiratrice et terroriste du coup d'Etat.

En acceptant le dialogue, le Président Allende rejetait les critiques dirigées contre sa politique par les membres de l'unité populaire en incluant le Secrétaire Général du parti socialiste de son propre parti et certains partisans du M.I.R. Un processus irréversible de coup d'Etat était en marche. L'alternative du socialisme ou du facisme au Chili ne faisait aucun doute.

Si nous lisons la déclaration donnée par le journal "Chile Oye" par le Secrétaire Général du parti socialiste, Monsieur Altamirano, nous pouvons comprendre les principaux éléments de la situation existante au Chili, laquelle empêchait le dialogue, position adoptée et maintenue par le Président Allende.

CITATION

Le Gouvernement de l'Unité Populaire souffrait la pression des deux forces contradictoires:

D'une part, les militants de l'extrême droite de plus en plus agressifs et foncièrement facistes (l'option de la guerre civile correspondant définitivement à sa politique) et d'autre part, les ouvriers demandant des renforcements de la part des "Commandos Comunales" et les cordons industriels, ainsi que l'implication du nombre des entreprises contrôlées par l'Etat constituant ainsi une force solidaire de soutien à l'unité populaire.

Nous ne sommes pas d'accord avec le parti démocrate chrétien, vue les conditions de la situation chilienne qui ne sont pas propices car malgré l'échec du coup d'Etat du 29 juin dernier, l'Etat Major golpiste est demeuré intact.

Le Président Allende, dans sa recherche pour maintenir l'équilibre précaire de la paix sociale au Chili a choisi comme dernière possibilité pour la continuité du gouvernement de l'Unité Populaire le dialogue avec les "centristes": le parti démocrate chrétien. Nous pouvons constater que ce dialogue a été utilisé plutôt par la droite chilienne pour aboutir aux préparatifs du coup d'Etat. Dans cette période, le gouvernement chilien a voté une loi sur le contrôle des armes qui a permis à l'armée de renforcer sa répression sur les organisations de gauche des partisans du gouvernement de l'Unité Populaire. Pendant ce temps, il est de connaissance publique que des organisations de l'extrême droite chilienne, membres de "Patria y Libertad" avaient organisé au moins trois cents groupes armés équipés avec du matériel en provenance de l'Argentine.

D'autre part, il est important de souligner que l'indépendance du pouvoir politique au Chili était toujours conditionné à la fidélité des forces armées. La neutralité de l'armée était totalement fictive, à preuve la vigilance exercée par Allende dans ses rapports avec eux. Un exemple de cette relation préférentielle est le projet de loi présenté par le gouvernement de l'Unité Populaire qui contenait une augmentation de salaire remarquable pour les forces armées en vue de s'assurer de leur part, un appui incondtionnel face au problème économique.

La politique de neutralité des forces armées n'a pas eu le résultat espéré par le Président Allende. Le grave problème qu'il n'a pu affronter était d'établir la "légalité prolétarienne" donnant ainsi la possibilité de l'établissement à l'égalité bourgeoise armée. Action naturelle, défensive si l'on tient compte que le gouvernement de l'unité populaire était une

étape de transition vers le contrôle du pouvoir de la classe ouvrière.

Fondamentalement, Allende, par manque de temps, ne put concentrer les forces nécessaires:

-gagner pour sa cause des secteurs des forces armées susceptibles de l'appuyer dans l'affrontement décisif.

-consolider des forces populaires armées qui lui permettraient de s'imposer avec succès aux forces de droite.

Cet affrontement était vu comme l'unique possibilité de définir le processus révolutionnaire chilien.

En conséquence de sa vision du processus de la révolution chilienne, Allende a maintenu sa position (gouvernement de transition) jusqu'à l'absurdité pour démasquer la droite chilienne devant le peuple et le monde entier.

Sa mort se trouve insérée dans sa propre vision du phénomène politique. Allende, dans sa dernière minute à la Moneda a été conséquent avec lui-même.

Même s'il prévoyait le coup d'Etat "faciste", était incapable de l'arrêter, cela étant dû fondamentalement à la nature même de son gouvernement et à la situation dans laquelle se trouvaient les forces armées.

L'expérience chilienne était-elle un échec? Comme dans tous les moments difficiles, en particulier en Amérique Latine, les professionnels de la critique sont prêts à condamner l'expérience chilienne.

Ce sont les mêmes critiques qui, en 1967, lors de la mort de Che Guevara se sont dépêchés d'enterrer avec son cadavre l'alternative de l'option de la voix armée, pour la libération du peuple du Tiers Monde.

Le coup d'Etat, résultat des erreurs commises par les gouvernements de l'Unité Populaire ne doit pas conduire à un rejet total de l'alternative de transition entre un état

réactionnaire bourgeois et un état révolutionnaire prolétaire ouverte avec l'expérience chilienne. Cette expérience sert à mettre en évidence une série de lois historiques bien connues en Amérique Latine:

1. L'armée sert de garantie exclusivement à la légalité favorable aux impérialistes et à la bourgeoisie créole;

2. Sans la constitution des milices des travailleurs ou la mise en contrôle de l'armée par le prolétariat, la stabilité et la continuité d'un gouvernement au service des intérêts nationaux ne peuvent pas se maintenir au pouvoir.

3. Que la violence révolutionnaire est nécessaire pour se maintenir et se consolider au pouvoir.

4. Le problème posé par la légalité, c'est-à-dire le pas de la légalité bourgeoise à celle du prolétariat a posé des difficultés à cause des divers genres de vue au niveau du gouvernement de l'Unité Populaire.
